



Dr. Olivier Buirette

Ce petit pays des Balkans de l'est d'un peu plus de 110 000 km²

et d'un peu moins de 7 millions d'habitants est entré après la fin de la guerre froide, d'abord dans l'OTAN en 1999 puis dans l'UE en 2007 en même temps que la Roumanie voisine.

Pourtant ce pays fut pendant plus de 40 ans un des alliés les plus fidèles du bloc soviétique. On rappelle encore à qui veut l'entendre que la République socialiste de Bulgarie fut le premier fournisseur de tabac de l'URSS. Mais la Bulgarie est aussi et avant tout un très ancien et puissant État régional, rattaché au monde orthodoxe médiéval et qui se situe donc dans la sphère d'influence de l'Empire d'Orient qui fut un temps son allié et parfois son rival. Les grands Empires bulgares du Moyen Âge devaient laisser dans la région une forte imprégnation historique jusqu'en 1396, date à laquelle — comme pour la plupart des États des Balkans puis de l'Europe centrale — l'ensemble de la région passa sous la domination de la nouvelle puissance de la région, à savoir l'Empire ottoman qui paracheva sa construction avec la prise en 1453 de Constantinople qui allait devenir Istanbul, capitale pour plus de quatre siècles de ce que les historiens retiendraient sous le nom de la « Sublime Porte ».

Il faudra attendre la seconde partie du XIX^e siècle et le recul progressif de l'Empire ottoman pour que, à la faveur du Traité de San Stefano signé le 3 mars 1878, une grande Bulgarie puisse renaître pour être rapidement réduite par le Traité de Berlin, signé le 13 juillet de la même année. Les deux guerres balkaniques de 1912 et de 1913 ne furent que des ajustements de frontières entre les États de la région. Il faudra attendre la fin de la Première Guerre mondiale pour que, avec la création de l'État des Serbes Croates et Slovènes, le fameux État SHS, futur Royaume de Yougoslavie, les choses se stabilisent provisoirement.

Pour la Bulgarie, le problème concernera les fameuses revendications à l'ouest du pays, sur la Macédoine yougoslave considérée par Sofia comme le berceau de la civilisation bulgare ce qui, encore aujourd'hui, a un impact et fait figure de principale revendication des partis nationalistes du pays. Au nord, il y a cette région qui fut attribuée à la Roumanie, la Dobroudja, zone très fertile pour ce pays agricole puisqu'étant sur l'estuaire du Danube.

On ne peut donc pas comprendre les problèmes contemporains qui agitent la Bulgarie sans comprendre le fait qu'elle cultive tant d'ambiguïtés sur son attache-

La Bulgarie : Retour vers l'Est ou ancrage définitif à l'UE ?

chement quasi millénaire au monde orthodoxe et surtout à la Russie qui, au XIX^e siècle, fut à l'origine de son émancipation. La Bulgarie comme la Serbie sont ainsi sur le plan géopolitique les deux pays slaves les plus fidèles à Moscou. L'Histoire des Balkans au XX^e siècle va changer cette donne. La Bulgarie étant amarrée solidement au bloc, tandis que la Serbie, dans l'aventure yougoslave, devait s'en émanciper pour y retourner à la suite de la guerre civile de dissolution qui devait durer dix ans (de 1991 aux débuts des années 2000) et dont les séquelles sont encore présentes.



La fin du communisme devait permettre à la Bulgarie de se tourner définitivement — du moins jusqu'à ce jour — vers l'Ouest avec, en 1999, soit à la fin de la période de transition postcommuniste qui fut longue en Bulgarie, son entrée dans l'OTAN. Ce geste fut un réflexe pour tous les anciens pays du bloc libérés par l'armée rouge entre 1944 et 1945. En effet, on devait d'abord chercher la sécurité militaire n'ayant aucune certitude sur la Russie postcommuniste... Puis, en ne prenant pas vraiment toute la mesure de ce que fut en 1992 la signature du Traité de Maastricht, les négociations d'adhésion à ce que l'on croyait être encore une sphère de simple coopération économique, à savoir l'entrée dans l'UE en 2007.

C'est sans doute de là que bien des incompréhensions sont apparues dans ces pays, notamment en Bulgarie, car la gestion par exemple de la crise migratoire, ou encore des conséquences de la crise monétaire, financière et bancaire de 2008 devait mettre ces pays devant l'évidence que l'UE n'avait plus rien à voir avec la défunte CEE dont on enviait tant la prospérité.

Se lier avec l'Ouest fut donc la source de beaucoup de déceptions et de l'arrivée actuelle au pouvoir de partis politiques extrémistes, ou au moins populistes, traduisant un fort repli de ces pays sur eux même.

Depuis les années 2010 et en ce début des années 2020, la Bulgarie devait ainsi suivre cette trajectoire... C'est sans doute ce qui explique par exemple la longévité politique du premier ministre bulgare. Boiko Borisov, fondateur du parti de centre droit le GERB, fut au pouvoir presque sans interruption de 2009 à 2021. En avril dernier, il a perdu les législatives, permettant une alternance de 12 ans de pouvoir ternie par des accusations de corruptions et l'installation d'un pouvoir autoritaire, rangeant la Bulgarie dans la liste des démocraties dites « illibérales » que les Occidentaux dénoncent régulièrement. La Bulgarie rejoint ainsi la Pologne récemment sanctionnée par Bruxelles, la Hongrie, voire la République tchèque.

Si l'on essaie d'avoir une approche d'historien de cette tendance qui frappe la Bulgarie, on ne peut qu'en déduire que celle-ci est due à l'affaiblissement de l'Europe, et plus particulièrement de l'Union, depuis la grande crise économique et financière de 2008. Les problèmes se sont ensuite succédés jusqu'à la crise migratoire et la pandémie de coronavirus. Cet affaiblissement est également marqué par l'arrêt de la dynamique des élargissements qui a encore été confirmé récemment. Le dernier élargissement, qui concernait d'ailleurs la région, concernait la Croatie en 2013. Il y a bientôt 10 ans. La Bulgarie se retrouve ainsi bien seule en tant que pays dit « balkanique » face à une ex-Yougoslavie qui tente de s'organiser face à une intégration qui n'est pas pour tout de suite. Pays le plus pauvre de l'UE et l'un des plus touchés par la pandémie aux côtés de la Roumanie notamment faute de vaccins, celle-ci voit donc se rapprocher à nouveau la Russie qui fait des offres intéressantes en matière de fournitures de gaz par exemple. Enfin, elle doit souvent se positionner face à des initiatives de pays de la région comme le « mini Schengen » conclu récemment entre la Serbie, la Macédoine du Nord, le Kosovo et l'Albanie. En effet, même si elle est en voie de stabilisation, la « question macédonienne » reste centrale pour la Bulgarie, et cette zone de libre-échange naissante représente un marché de 14 millions de personnes alors que la Bulgarie ne compte que sept millions d'habitants et est en pleine crise économique et sociale. Nous sommes donc bien loin de l'euphorie de l'adhésion de 2007, et la déception envers Bruxelles et envers l'Ouest en général est assez vive. Est-ce que le nouveau premier ministre Stefan Yanev, un ancien général, sans étiquette politique et en place depuis le 12 mai 2021, saura relancer une dynamique européenne dans une relance économique en Bulgarie ? Ou poursuivra-t-il une politique pro-occidentale (le pays étant à la fois dans l'UE et dans l'OTAN) tout en ménageant la seule grande puissance de la région, la Russie, dont l'influence semble grandir dans quelques ex-pays du bloc de l'Est ? Cela sera sans doute l'un des enjeux des années qui s'annoncent.



Ali Turek

Écrits constitutionnels - III

Un simple mot parvient, depuis plusieurs décennies, à dominer les unes de la presse en Turquie. Omniprésent, ce mot envahit tout ; il est partout. Conformément à sa nature juridique et à son esprit politique, ce mot, « la constitution », qui est souvent définie comme un médaillon, suscite de vifs débats.

Les lignes de ces chroniques ont constamment voulu transmettre la plupart de ses transformations en Turquie. Lors de ses longues décennies d'existence, la constitution turque de 1982 n'a cessé d'être la cible de sévères critiques. Son esprit inscrit au préambule ainsi que ses différentes dispositions ont été sujet de nombreux amendements, notamment en 1995 et en 2001, au cours du processus d'intégration de la Turquie à l'Union européenne — une époque qui nous paraît désormais plus éloignée que des étoiles.

Pourtant, le véritable chamboulement est arrivé plus tard par un choix imposé relatif au système de gouvernement. Le vieux débat du présidentialisme a été, en effet, remis à l'ordre du jour dès 2007. Mais il aura fallu attendre une décennie de plus pour l'inscrire sur le papier.

En 2017, le suffrage universel direct à l'élection pour cinq ans du président de la République a été introduit, préservant d'autres dispositions du système parlementaire antérieur. La proposition de la majorité de l'époque, basée sur un certain régime présidentiel identifié « à la turca », a été approuvée et mise en place par un référendum.

Mais voilà... La Turquie est un pays curieux. Dans toutes les crises qu'elle traverse, dans tous les bouleversements auxquels elle se heurte, elle continue son chemin selon sa propre logique. Dans une métamorphose permanente, elle se réveille tous les matins avec de nouveaux horizons. Quitte à refaire ce qu'elle a déjà fait ou à défaire ce qu'elle a fait. Il y a peu de temps...

Si la question constitutionnelle n'a jamais quitté les débats politiques et médiatiques depuis, elle revient, de nouveau, sur le devant de la scène avec une grande ampleur. Rien de surprenant !

Mots magiques, lois fondatrices, les constitutions ne sont pas des ensembles de dispositions ordinaires. Elles constituent les bases du pouvoir politique. Œuvres d'une ère dont la légitimité repose non seulement sur les élections libres, mais aussi sur le contrôle juridique du pouvoir, elles sont les résultats d'une quête ; une quête pour la réponse à une question principale : comment limiter le pouvoir ?

Médaillons à deux faces, si l'organisation des pouvoirs de l'État constitue un volet de ces constitutions, la limitation de ces mêmes pouvoirs réside également dans l'autre face. D'ailleurs, c'est ce dernier volet du texte qui fait véritablement d'elle une constitution. Ainsi, la démarche pour une nouvelle constitution est la quête d'une démocratie constitutionnelle.

Recherche longue et dure, mais à suivre...

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

